ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 1er août 1950, d'une demande d'avis sur un projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands , a donné en sa séance du 9 août 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 1e Augustus 1950 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet betreffende de sequestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen , heeft ter zitting van 9 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

Soucieux de répondre à l'invitation du Ministre de la Justice de donner un avis dans le délai de dix jours, le Conseil d'Etat n'a pu se livrer à un examen approfondi du projet. Certaines de ses remarques n'ont pu recevoir le développement souhaitable. Il ne lui a pas été possible non plus de traduire ses observations dans de nouveaux textes.

Le premier chapitre du projet est presque exclusivement consacré à l'interprétation de l'arrêté-loi du 23 août 1944 ainsi qu'à certaines modifications apportées au régime du séquestre des biens ennemis, établi par le susdit arrêté-loi.

En d'autres termes, les articles 1er, 2 et 3 et une partie de l'article 4 apparaissent comme ayant une portée interprétative et,en tant qu'ayant cette portée, ils rétroagissent, en l'absence de dispositions contraires, à la date d'entrée en vigueur des textes interprétés.

Une partie de l'article 4 ainsi que les articles 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13 et 15,par contre, modifient le régime des séquestres tel qu'il est organisé par l'arrêté loi du 23 août 1944.

Il importe de déterminer dans quelle mesure le gouvernement entend donner à ces dernières dispositions une portée rétroactive.

A cette fin, il convient d'examiner séparément chacun des articles.

Article 1er.

L'article 1er de l'arrêté-loi du 23 août 1944 définit les biens susceptibles de faire l'objet de séquestre de la manière suivante :

"Tous biens,droits ou intérêts,en ce compris les titres et valeurs qui,directement ou indirectement,sont la propriété, sous le contrôle ou à la disposition d'un Etat, d'un organisme ou d'un ressortissant ennemi".

L'article 1er du projet soumis donne de ces biens une définition différente. Selon lui, sont soumis à séquestre "les biens,droits et intérêts appartenant à des ressortissants allemands ou à des sociétés, associations, succursales ou groupements sous contrôle allemand.".

L'article 1er n'a donc pas seulement une valeur de disposition introductive,mais encore une portée interprétative clairement exprimée.

Or, en tant qu'elle interprète l'article 1er de l'arrêté-loi du 23 août 1944, cette disposition apparaît dépourvue d'utilité,puisque l'arrêté-loi visé se prête à l'interprétation donnée sans qu'il soit nécessaire de la consacrer par une disposition légale. Si, au surplus, un doute subsistait à cet égard, l'article 4 du projet est de nature à le dissiper.

Le Conseil d'Etat estime que seule la partie de l'article 1er introduisant la matière relative à la liquidation des séquestres doit être maintenue. Ce texte devrait,dès lors, être joint à celui de l'article 19 du projet

Article 2.-

Selon les termes de l'article 2,sont considérées comme ressortissants allemands au sens des dispositions de l'arrêté-loi du 23 août 1944 et du projet soumis, qu'elles invoquent ou non une autre nationalité ou se déclarent sans nationalité, les personnes qui, ayant possédé à un moment quelconque la nationalité allemande, ne justifient pas l'avoir abandonnée avant le 4 septembre 1944.

./....

Cet article, qui reprend presque textuellement l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 17 novembre 1921 sur le séquestre et la liquidation des biens des ressortissants allemands, établit un critère valable aussi bien pour l'arrêté-loi du 23 août 1944 que pour le projet de loi soumis.

Il a donc incontestablement une portée interprétative de l'arrêté-loi de 1944 et rétroagit par conséquent au 4 septembre 1944, date d'entrée en vigueur de cet arrêté-loi.

Si cette disposition a déjà été appliquée avant l'entrée en vigueur du projet soumis, elle n'a d'autre but que de régulariser une situation de fait.

Si elle n'a pas reçu d'exécution, l'Office des séquestres va, à partir de l'entrée en vigueur du projet soumis, pouvoir mettre sous séquestre, rétroactivement, certains biens de neutres ou d'apatrides ayant possédé à un moment quelconque la nationalité allemande, et dont les biens n'avaient jusqu'alors fait l'objet d'aucune mesure de séquestre.

La portée rétroactive de l'article 2 va-t-elle avoir pour effet de vicier les conventions conclues par le séquestre avec des tiers de bonne foi, entre le 4 septembre 1944 et l'entrée en vigueur du projet soumis ?

Si le gouvernement n'entend pas donner à cette disposition une telle portée, il lui appartient d'en modifier la rédaction.

Au surplus, dans la mesure où l'article 2 a pour but d'établir une présomption de nationalité allemande dans le chef de toute personne ayant possédé à un moment

../..

quelconque cette nationalité et de renverser de la sorte le fardeau de la preuve, il y a lieu de noter que ce but est imparfaitement atteint puisque les intéressés peuvent se borner à justifier de l'abandon de la nationalité allemande pour échapper au séquestre, sans que cette justification doive s'accompagner de la preuve (comme c'était le cas dans le projet de loi déposé sur le bureau des Chambres (Doc. n° 640) de ce que cet abandon a été sincère et définitif.

Le Conseil d'Etat estime que, sur ce point également, l'article 2 tel qu'il est rédigé, ne traduit pas exactement l'intention du gouvernement exprimée dans l'exposé des motifs.

Article 3.-

Selon les termes de l'article 3, les ressortissants autrichiens ne sont plus soumis aux mesures de séquestre prévues par l'arrêté-loi du 23 août 1944.

Comme l'article 2, la disposition en cause a une portée interprétative de l'arrêté-loi de 1944 et, dès lors, rétroagit à la date d'entrée en vigueur de cet arrêté-loi.

Si l'Office des séquestres a déjà avant la lettre appliqué l'arrêté-loi de 1944, compte tenu de cette interprétation, l'article 3 apparaît comme une mesure de régularisation.

Si l'Office des séquestres n'a pas exclu de l'application de l'arrêté-loi de 1944 les nationaux autrichiens, ou s'il ne l'a fait qu'à partir d'une certaine date, faut-il en conclure que les séquestres doivent être levés avec effet rétroactif au 4 septembre 1944 ? Une telle rétroactivité aurait pour effet d'invalider tous les actes accomplis par l'Office des séquestres.

./.....

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la manière dont le gouvernement entend réaliser la régularisation de ces séquestres.

Article 4.-

Selon les termes de l'article 4, sont soumis aux mesures de séquestre prévues par l'arrêté-loi du 23 août 1944 les sociétés, associations, succursales ou groupements dans lesquels,à une époque quelconque comprise entre le 10 mai 1940 et le 4 septembre 1944, les capitaux soumis au régime de l'association appartenaient en majorité, directement ou indirectement,à des ressortissants allemands,ou encore dans lesquels les ressortissants allemands :

exerçaient,directement ou par personne interposée,le contrôle sans cependant posséder la majorité des capitaux.

Cet article est interprétatif de l'arrêté-loi du 23 août 1944,en tant qu'il considère comme soumises à son régime les universalités de droit ou de fait dans lesquelles les capitaux appartenaient en majorité, directement ou indirectement, à des ressortissants allemands.

Il modifie l'arrêté-loi susvisé en tant qu'il définit la période suspecte comme s'étendant du 10 mai 1940 au 4 septembre 1944,et en tant qu'il soumet aux mesures de séquestre les universalités envisagées dans lesquelles les ressortissants allemands exerçaient,directement ou par personne interposée,le contrôle sans cependant posséder la majorité des capitaux.

Toutefois, le texte de l'article 4 ne permet pas de préciser à quelle date le gouvernement entend faire rétroagir ces modifications.

Article 5.-

L'article 5 du projet a pour but de soustraire au régime du séquestre les biens, droits et intérêts échus, recueillis, acquis ou introduits en Belgique par les Allemands à quelque titre que ce soit à partir du 25 janvier 1946.

Cet article, si l'on se réfère aux termes de la réponse faite le 29 juillet 1948 par le Ministre des Finances à une question de M. le Sénateur Houget, a déjà fait l'objet de mesures d'exécution (cfr. Bulletin des questions et réponses - Sénat 1949-1950 - Bulletin n° 1, p.3).

Il importe, dès lors, de déterminer, dans l'hypothèse où ces mesures d'exécution auraient eu lieu postérieurement au 25 janvier 1946, quel est le sort des biens visés à l'article 5 dont le séquestre aurait été maintenu après cette date.

Le texte de l'article 5 ne contient aucune précision sur ces différents points.

Le Conseil d'Etat estime que, de toute manière, l'article 5 devrait comporter une disposition déterminant avec précision sa date d'entrée en vigueur.

Au surplus, il est à noter que la référence relative à l'accord de Paris, citée dans l'exposé des motifs (p.3), est inexacte et devrait être remplacée par une référence au rapport sur la comptabilisation approuvée par l'Assemblée le 21 septembre 1947.

Articles 6 - 7 et 8.

Les articles 6, 7 et 8 prévoient la possibilité de lever le séquestre mis sur certains biens expressément énumérés ou appartenant à des personnes qui remplissent les conditions qu'ils déterminent.

./.....

Dans la mesure où certaines de ces dispositions auraient déjà été exécutées avant l'entrée en vigueur du projet soumis, elles apparaîtraient comme destinées à régulariser certaines situations de fait et comme telles devraient avoir une portée rétroactive.

Le Conseil d'Etat estime que,dans cette hypothèse, il y a lieu de fixer la date à partir de laquelle le gouvernement entend faire rétroagir ces dispositions.

Article 9.-

Cet article établit,conformément à l'accord de Paris, des critères objectifs sur le comportement des bénéficiaires des articles 3, 6, 7 et 8.

Ces critères objectifs doivent nécessairement avoir été pris en considération,dans l'hypothèse où certaines levées de séquestre auraient été opérées antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi, faute de quoi les articles susvisés ne pourraient avoir pour effet de régulariser de telles levées de séquestre.

Article 10.-

En ce qui concerne cet article, il résulte du peu de temps dont il dispose pour procéder à l'examen du projet aussi bien que de l'impossibilité où il s'est trouvé d'obtenir des précisions sur la portée exacte du texte soumis, notamment en ce qui concerne son incidence sur les sociétés coloniales ayant leur siège au Congo belge, que le Conseil d'Etat n'a pu se livrer à l'étude de cette disposition.

./.....

Les articles 11, 12, 13, 14 et 15 n'appellent aucune remarque.

D'une manière générale, le Conseil d'Etat estime que le chapitre 1er du projet devrait être divisé en trois parties distinctes; la première qui comprendrait les textes strictement interprétatifs, la seconde qui comprendrait les articles qui, à un titre quelconque, modifient le régime établi par l'arrêté de 1944, la troisième, enfin, qui contiendrait les dispositions communes aux deux premières.

Chapitre II.-

L'intitulé devrait être mis en concordance avec le texte du projet de loi portant des dispositions exceptionnelles relatives aux faits et actes juridiques accomplis pendant l'occupation ennemie dans le territoire belge soumis de force à la législation allemande (Doc. Sénat sess. 1948-1949 - n°240).

Dès lors, le Conseil d'Etat estime que le chapitre II devrait être intitulé de la manière suivante :

"Dispositions propres aux territoires soumis de force à l'Allemagne.".

Article 16.-

Cet article est inutile. En effet, l'annexion par le Reich en 1940 ayant été réalisée au mépris du droit, n'a constitué qu'une simple voie de fait et ne peut avoir

produit ni en droit belge,ni en droit international,le moindre effet juridique. Au surplus, le Conseil d'Etat estime que le texte,tel qu'il est rédigé,permet d'inférer que certains habitants des territoires soumis de force pourraient être considérés comme ayant acquis de ce fait la nationalité allemande,ce qui est inexact.

Article 19.-

Il y a lieu de fusionner l'article 19 et la partie de l'article 1er qui traite de la liquidation,de telle façon que toute cette matière soit traitée dans le chapitre III.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet article 19 de la manière suivante :

"Article 19. Les biens, droits et intérêts frappés de séquestre en vertu de l'arrêté-loi du 23 août 1944 et de la présente loi sont liquidés par l'Office des séquestres.

Le produit net de la liquidation est versé au Trésor.".

Article 20.-

Cet article devrait préciser l'assiette du prélèvement de 10 p.c.à titre de frais généraux. Si c'est sur le produit brut, comme semble l'indiquer la place qu'occupe cet article dans le projet, il y a lieu de le dire.

Si ces 10 p.c. du produit de la liquidation ont pour but de couvrir les frais généraux d'administration, c'est-à-dire les frais qui sont exposés pour l'ensemble des séquestres sans qu'il y ait possibilité d'en faire le partage,

./.

la suite de l'article 20 ne peut constituer qu'un exemple d'acte non couvert par ce prélèvement.

Tenant compte de ces deux observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 20 de la manière suivante :

"Article 20. Sur le produit brut de la liquidation des biens séquestrés, l'office prélève 10 p.c. à titre de frais généraux.

Ce prélèvement ne couvre pas les frais d'administration et de liquidation propres à chaque patrimoine. Ceux-ci sont à charge de ces patrimoines.".

Article 21.-

Cet article prévoit l'hypothèse où l'Etat entend acquérir un bien sous séquestre et organise une procédure de fixation de prix.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aurait lieu de préciser cette procédure afin de pouvoir en dégager les caractères, et notamment le caractère contentieux que le troisième alinéa souligne. Il y aurait lieu de préciser notamment qui saisit le président du tribunal ainsi que la portée des mots "siégeant comme en matière de référé".

Le Conseil d'Etat se demande si une procédure d'homologation de l'accord des parties sur le prix, ainsi qu'une procédure de fixation de prix par le président du tribunal en cas de désaccord, ne répondraient pas mieux aux intentions du gouvernement.

./....

Article 22.-

L'article 22 prévoit le paiement des créanciers. Il ressort de son texte que tous les créanciers ne peuvent bénéficier de ses dispositions. Le Conseil d'Etat, afin que ce soit dit en termes clairs,propose de rédiger le dernier alinéa de cet article de la manière suivante :

"Peuvent seuls bénéficier des dispositions du présent article :

1° les créanciers de nationalité belge;

2° les créanciers alliés ou neutres,pour autant que des dispositions analogues existent dans leur législation en faveur des belges.

Toutefois, si un créancier invoquant, en qualité de Belge, d'allié ou de neutre, les dispositions du présent article, a possédé à un moment quelconque de son existence la nationalité allemande, il sera tenu de faire la preuve de l'abandon de celle-ci conformément à l'article 2, sous réserve des exceptions prévues par les articles 3, 5, 6, 7 et 8.".

L'expression "répartition de l'actif",qui figure à l'alinéa 3 de cet article,ne correspond pas toujours à la réalité; le Conseil d'Etat propose de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"Les créanciers dont la créance est admise, sont payés en tenant compte du rang et des privilèges de chacun d'eux.".

Article 23.-

Cet article est relatif aux séquestres déficitaires. Lorsque la personne dont les biens sont mis sous

./..

séquestre n'est pas un commerçant, il prévoit la nomination d'un administrateur provisoire, ce qui suppose la continuation de l'administration; le Conseil d'Etat propose de remplacer cette appellation par celle de liquidateur plus conforme à la nature de leur mission.

L'article ne prévoit pas clairement le tribunal compétent pour procéder à cette nomination; il est difficile de déterminer les cas dans lesquels l'article entend rendre le président du Tribunal de Bruxelles compétent.

Les dispositions de cet article 23 sont incomplètes: il n'est nulle part spécifié comment la liquidation doit s'effectuer et se clôturer.

La seconde partie de cet article prévoit également, lorsque la personne dont les biens sont mis sous séquestre était commerçant établi en Belgique, l'application de la loi sur les faillites, mais sans dire s'il entend voir cette loi appliquée en son entièreté. S'il en était ainsi, l'alinéa 4 serait inutile.

Le Conseil d'Etat se demande, du reste, dans quelle mesure il est indiqué d'employer des procédures différentes suivant que la personne dont les biens sont mis sous séquestre était ou non commerçant. On peut concevoir le cas où une entreprise sous séquestre est en état de cessation de paiement mais où un jugement déclaratif de faillite n'intervient pas, le crédit de cette entreprise n'étant pas ébranlé; l'Office des séquestres ne pourra pas faire nommer un liquidateur par le tribunal de première instance.

./....

Article 24.-

Il ressort de cet article que tous les actionnaires et intéressés ne peuvent bénéficier de ses dispositions. Le Conseil d'Etat, afin que ce soit dit en termes clairs, propose que la seconde phrase de l'alinéa 2 et l'alinéa 3 soient rédigés comme suit :

"Peuvent bénéficier des dispositions du présent article :

1° les actionnaires et intéressés de nationalité belge;

2° les actionnaires et intéressés alliés ou neutres, pour autant que des dispositions analogues existent dans leur législation en faveur des Belges.

Toutefois, si un actionnaire ou un intéressé invoquant en qualité de Belge, d'allié ou de neutre, les dispositions du présent article, a possédé à un moment quelconque de son existence la nationalité allemande, il sera tenu de faire la preuve de l'abandon de celle-ci conformément à l'article 2, sauf si les intérêts dans ces sociétés, associations ou succursales ont été libérés du séquestre en vertu des dispositions prévues par les articles 3, 5, 6, 7 et 8, 2°.".

Article 25.-

Cet article est relatif aux diverses actions auxquelles donnent lieu la mise sous séquestre : seul, l'article 3 de l'arrêté-loi du 23 août 1944 doit être visé.

En ce qui concerne les actions en mainlevée ou en revendication des biens séquestrés appréhendés par l'office après la mise en vigueur de la présente loi, il y a lieu de dire ce que doit contenir l'avis à insérer au Moniteur.

./....

En ce qui concerne le cas visé à l'article 7, alinéa 2, il ne s'agit ni d'une action en mainlevée, ni d'une action en revendication : l'article devrait être rédigé en conséquence.

Article 26.-

C'est à tort que l'alinéa 1er de cet article envisage la suspension de la procédure. Il s'agit en réalité d'une question de recevabilité. Il y aurait lieu de remplacer les mots "est suspendue" par les mots "ne peut être reçue".

Le dernier alinéa de cet article doit être modifié suivant les observations faites sous l'article 23.

Article 27.-

C'est en vertu de la loi que les biens allemands sont liquidés,et non en vertu d'une décision de l'Office des séquestres. Il n'y a donc pas lieu de prévoir la publication d'une semblable décision,mais bien d'un avis aux termes duquel l'office porte à la connaissance du public qu'il va être procédé aux opérations de cette liquidation.

Article 28.-

Cet article prévoit une sanction spéciale en ce qui concerne la non-déclaration de certains droits de propriété industrielle.

Cet article devrait trouver sa place après l'article 31 qui prévoit des sanctions pénales dans tous les cas de non-déclaration.

./....

Suivant l'économie du projet, cette disposition ne peut concerner que les droits d'exploitation d'un brevet allemand, d'une marque allemande ou d'un dessin ou modèle industriel allemand frappés de séquestre en vertu de l'arrêté-loi du 23 août 1944 et du projet. Il y aurait lieu de le dire d'une manière pour éviter de voir un Belge, qui a obtenu un tel droit d'exploitation entre le 24 janvier 1946 et la date de mise en vigueur de la présente loi, subir également cette déchéance s'il ne fait pas la déclaration prescrite par cet article.

L'exposé des motifs ne paraît pas révéler de manière certaine l'objet de cet article.

Article 29.-

Cet article devrait également trouver sa place après l'article 31, puisqu'il prévoit la prorogation d'un délai fixé par cet article.

Article 30.-

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'objet de cet article devrait être réexaminé. Il se conçoit difficilement qu'une loi ne puisse recevoir application que dans la mesure où elle n'est pas en contradiction avec des accords internationaux qui n'ont pas reçu l'assentiment des Chambres.

Article 33.-

Afin d'éviter toute difficulté d'interprétation, il est proposé de rédiger l'alinéa 2 de la manière suivante :

./....

"Après deux séances d'ajudication publique restées infructueuses par défaut d'offres suffisantes, l'office est autorisé à vendre de gré à gré selon les conditions et modalités déterminées par son conseil d'administration.".

Article 34.-

Le projet entend, selon les apparences, se servir de la procédure prévue en matière domaniale.

Encore faudrait-il le dire d'une manière expresse et prévoir d'une manière plus explicite la procédure, et notamment tout ce qui a trait à l'opposition.

Il est étrange d'accorder au président de l'office la compétence de décerner la contrainte, alors que ce président n'est pas un agent relevant directement du pouvoir exécutif.

Enfin, attribuer au président du Tribunal de Bruxelles compétence pour rendre exécutoires les contraintes semble dire qu'il sera seul aussi compétent pour connaître de toutes les oppositions; le Conseil d'Etat estime que le tribunal de la situation des biens est mieux indiqué pour ce faire.

Article 35.-

Il n'y a pas lieu d'abroger l'article 2 de l'arrêté-loi du 23 août 1944, qui a cessé de sortir ses effets.

./.....

Article 38.-

Cet article prévoit l'affectation qui doit être donnée aux 10p.c.prélevés en vertu de l'article 20 (le projet, par erreur, parle de l'article 19). N'ajoutant rien à l'article 20, il est inutile et le Conseil d'Etat propose de le supprimer.

Article 39.-

Cet article se réfère par erreur à l'"Inspection du budget"au lieu de"l'Inspection des Finances".

Daar de Raad van State wenst in te gaan op het verzoek van de Minister van Justitie binnen tien dagen een advies te geven, heeft hij het ontwerp niet grondig kunnen onderzoeken. Sommige van zijn opmerkingen konden niet naar wens worden uitgewerkt. Evenmin heeft hij zijn opmerkingen in nieuwe teksten kunnen vastleggen.

Het eerste hoofdstuk van het ontwerp is nagenoeg uitsluitend gewijd aan de interpretatie van de besluitwet van 23 Augustus 1944, alsmede aan sommige wijzigingen die in het stelsel van het sequester van de vijandelijke goederen, bij voornoemde besluitwet ingesteld, worden aangebracht.

Met andere woorden, blijken de artikelen 1, 2, 3 en een gedeelte van artikel 4 een verklarende draagwijdte te hebben en als dusdanig werken zij, bij ontstentenis van strijdige bepalingen, terug tot de datum van inwerkingtreding der geïnterpreteerde teksten.

Een gedeelte van artikel 4, alsmede de artikelen 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13 en 15 daarentegen wijzigen het sequesterstelsel, zoals dit bij de besluitwet van 23 Augustus 1944 is ingericht.

Het komt er op aan, uit te maken in welke mate de regering aan voornoemde bepalingen terugwerkende kracht wil geven.

Daartoe dient elk artikel afzonderlijk te worden onderzocht.

Artikel 1.-

Artikel 1 van de besluitwet van 23 Augustus 1944 omschrijft de goederen, die onder sequester kunnen gesteld worden, als volgt :

.../...

"Alle goederen, rechten of belangen, met inbegrip van de effecten en waarden welke rechtstreeks of onrechtstreeks het eigendom zijn, onder de contrôle of ter beschikking staan van een vijandelijke Staat, een vijandelijk organisme of een vijandelijke onderdaan ".

Artikel 1 van het ontwerp geeft voor die goederen een andere definitie. Volgens dat artikel, vallen onder sequester "de goederen, rechten en belangen die aan Duitse onderhorigen of aan onder Duitse contrôle staande vennootschappen, verenigingen, filialen of groeperingen toebehoren".

Artikel 1 heeft dus niet enkel de waarde van een inleidende bepaling, maar ook een duidelijk geformuleerde verklarende draagwijdte.

Voor zover nu die bepaling artikel 1 van de besluitwet van 23 Augusuts 1944 interpreteert, blijkt zij nutteloos te zijn, aangezien genoemde besluitwet voor de gegeven interpretatie vatbaar is zonder dat die door een wetsbepaling moet bekrachtigd worden. Mocht dienaangaande toch twijfel blijven bestaan, dan is artikel 4 van het ontwerp van zodanige aard dat het die twijfel wegneemt.

Volgens de Raad van State dient enkel dat gedeelte van artikel 1 te worden behouden, dat de stof betreffende de liquidatie van het sequester inleidt. Die tekst zou dan bij artikel 19 van het ontwerp moeten gevoegd worden.

Artikel 2.-

Volgens artikel 2 worden als Duitse onderhorigen in de zin der bepalingen van de besluitwet van 23 Augustus 1944 en van het voorgelegd ontwerp beschouwd, om het even of zij al dan niet een andere nationaliteit aanvoeren ofwel verklaren Staatloos te zijn, de personen die, na op eender welk ogenblik de Duitse nationaliteit te hebben bezeten, niet bewijzen er vóór 4 September 1944 afstand te hebben van gedaan.

.../...

Dat artikel, waarin artikel 2, eerste lid, van de wet van 17 November 1921 op het sequester en de liquidatie van de goederen der Duitse onderdanen bijna tekstueel is overgenomen, stelt zowel voor de besluitwet van 23 Augustus 1944 als voor het voorgelegd ontwerp van wet een geldig criterium vast.

Het strekt dus ontegenzeggelijk tot interpretatie van de besluitwet van 1944 en werkt bijgevolg terug tot 4 September 1944, op welke datum die besluitwet in werking is getreden.

Werd die bepaling reeds toegepast voordat het voorgelegd ontwerp in werking is getreden, dan heeft zij enkel tot doel een feitelijke toestand te regulariseren.

Heeft zij geen uitvoering gekregen, dan zal de Dienst van het Sequester, van het ogenblik waarop het ontwerp in werking treedt, sommige goederen van neutralen of Staatlozen die op om het even welk ogenblik Duitse onderhorigen zijn geweest en wier goederen tot dan toe door geen sequestermaatregel waren getroffen, met terugwerkende kracht onder sequester kunnen stellen.

Zal de terugwerkende kracht van artikel 2 dan tot gevolg hebben dat de overeenkomsten, door het sequester met derden te goeder trouw tussen 4 September 1944 en de inwerkingtreding van het voorgelegd ontwerp gesloten, nietig worden gemaakt?

Indien de regering aan die bepaling niet zulk een draagwijdte wil geven, dient zij de tekst er van te wijzigen.

In zover artikel 2 voorts tot doel heeft een vermoedelijke Duitse nationaliteit toe te schrijven aan al wie op om het even welk ogenblik die nationaliteit heeft bezeten en zodoende de bewijslast om te keren, dient te worden aangestipt dat dit doel onvolledig wordt bereikt, daar de betrokkenen, om aan het sequester te ontkomen, zich er bij kunnen bepalen te doen blijken dat zij van de Duitse nationaliteit afstand hebben gedaan, zonder dat zij daarbij tevens moeten bewijzen (zoals dat het geval was in het ontwerp van wet dat in de Kamers ter tafel werd gelegd (Doc. nr 640) dat die afstand oprecht en definitief is

De Raad van State is van oordeel dat de bedoeling van de regering, zoals ze in de memorie van toelichting is weergegeven, ook op dat punt niet juist verwoord is in de tekst van artikel 2.

Artikel 3.-

Luidens artikel 3 gelden de maatregelen inzake sequester, bij de besluitwet van 23 Augustus 1944 bepaald, niet meer voor de Oostenrijkse onderhorigen.

Zoals artikel 2, komt deze bepaling neer op interpretatie van de besluitwet van 23 Augustus 1944 en werkt derhalve terug tot de datum van inwerkingtreding van die besluitwet.

Indien de Dienst van het Sequester de besluitwet van 1944 reeds vooraf heeft toegepast met inachtneming van die interpretatie, komt artikel 3 voor als een regularisatiemaatregel.

Indien de Dienst van het Sequester de Oostenrijkse onderhorigen niet van de toepassing van de besluitwet van 1944 heeft uitgesloten of dit pas van een bepaalde datum heeft gedaan, moet men daaruit het besluit trekken dat het sequester met terugwerkende kracht tot 4 September 1944 moet worden opgeheven? Zulk een terugwerking zou tot gevolg hebben dat al de verrichtingen waartoe de Dienst van het Sequester is overgegaan, ongeldig worden gemaakt.

De Raad van State ziet niet in op welke wijze de regering die sequesters wil regulariseren.

Artikel 4.-

Luidens artikel 4 gelden de maatregelen inzake sequester, bij de besluitwet van 23 Augustus 1944 bepaald, voor de vennootschappen, verenigingen, filialen of groeperingen waarin, op eender welk tijdstip tussen 10 Mei 1940 en 4 September 1944, de aan het regime van de vereniging onderworpen kapitalen voor het grootste gedeelte, rechtstreeks of onrechtstreeks, aan Duitse onderhorigen toebehoorden, of

..../...

ook nog waarin de Duitse onderhorigen rechtstreeks of door een tussenpersoon de contrôle uitoefenden zonder echter het grootste gedeelte der kapitalen te bezitten.

Dat artikel interpreteert de besluitwet van 23 Augustus 1944, voor zover het als onderworpen aan haar regime beschouwt de feitelijke of rechtsalgemeenheden waarin de kapitalen voor het grootste gedeelte rechtstreeks of onrechtstreeks aan Duitse onderhorigen toebehoorden.

Het wijzigt voornoemde besluitwet,voor zover het bepaalt dat de verdachte periode van 10 Mei 1940 tot 4 September 1944 loopt en voor zover het de maatregelen inzake sequester toepast op de genoemde algemeenheden,waarin de Duitse onderhorigen rechtstreeks of door een tussenpersoon de contrôle uitoefenden zonder echter het grootste gedeelte der kapitalen te bezitten.

Uit de tekst van artikel 4 kan echter niet worden opgemaakt tot welke datum de regering die wijzigingen wil doen terugwerken.

Artikel 5.-

Artikel 5 van het ontwerp strekt er toe, aan het stelsel van het sequester te onttrekken de goederen, rechten en belangen ten deel vallend aan of ontvangen of verkregen door Duitsers,of de door Duitsers in België gebrachte goederen, uit om 't even welken hoofde, te rekenen van 25 Januari 1946.

Luidens het antwoord van de Minister van Financiën de 29e Juli 1948 gegeven op een vraag van de Hr Senator Houget, is dit artikel reeds het voorwerp geweest van uitvoeringsmaatregelen (cfr. Bulletin der vragen en antwoorden - Senaat 1940 - 1950. Bulletin nr 1, blz. 3).

.../...

Het is derhalve noodzakelijk, in de onderstelling dat die uitvoeringsmaatregelen na 25 Januari 1946 werden getroffen, te bepalen wat er gewordt van de in artikel 5 bedoelde goederen, waarvan het sequester na genoemde datum zou zijn behouden.

In de tekst van artikel 5 is ten deze niet de minste nadere bijzonderheid verstrekt.

De Raad van State oordeelt dat artikel 5 alleszins een bepaling moet bevatten, waarin de datum van inwerkingtreding nauwkeurig wordt aangegeven.

Bovendien valt op te merken dat de verwijzing, in de memorie van toelichting (blz. 3), naar de overeenkomst van Parijs, onjuist is; er zou moeten worden verwezen naar het verslag , op 21 September 1947 door de vergadering goedgekeurd, over de comptabilisatie.

Artikelen 6, 7 en 8.-

De artikelen 6, 7 en 8 behandelen de mogelijkheid tot opheffing van het sequester, dat uitdrukkelijk opgesomde goederen heeft getroffen, of nog goederen toebehorend aan personen die aan de in deze artikelen bepaalde voorwaarden beantwoorden.

In zoverre sommige dezer bepalingen reeds uitvoerig mochten gekregen hebben vóór de inwerkingtreding van het voorgelegd ontwerp, zouden zij voorkomen als zijnde bestemd om sommige feitelijke toestanden te regelen,en als zodanig zouden zij moeten terugwerken.

De Raad van State oordeelt dat, in die onderstelling, moet worden bepaald met ingang van welke datum de regering aan deze bepalingen uitwerking wil doen verlenen.

.../...

Artikel 9.-

Dit artikel stelt, overeenkomstig het akkoord van Parijs, objectieve criteria vast inzake het gedrag van de gerechtigden van de artikelen 3, 6, 7 en 8.

Deze objectieve criteria moet men noodzakelijkerwijze in aanmerking hebben genomen in de onderstelling dat in sommige gevallen het sequester zou zijn gelicht vóór de inwerkingtreding van de wet, zoniet zouden bovenvermelde artikelen niet voor gevolg kunnen hebben zodanige sequesterlichtingen te regulariseren.

Artikel 10.-

Ingevolge de zeer beperkte tijd waarover hij beschikt om het ontwerp te onderzoeken en de onmogelijkheid om nadere toelichtingen te bekomen omtrent de juiste draagwijdte van de voorgelegde tekst, namelijk omtrent de weerslag er van op de koloniale vennootschappen met zetel in Belgisch-Congo, heeft de Raad van State deze bepaling niet kunnen in studie nemen.

Omtrent de artikelen 11, 12, 13, 14 en 15 zijn geen opmerkingen te maken.

Algemeen beschouwd, is de Raad van State van oordeel dat hoofdstuk I van het ontwerp in drie afzonderlijke delen zou moeten worden ingedeeld: een eerste deel dat strikt interpretatieve teksten zou bevatten, het tweede waarin de artikelen zouden voorkomen die, hoe dan ook, wijzigingen brengen in het stelsel bepaald bij het besluit van 1944, het derde tenslotte waarin de bepalingen zouden worden opgenomen die aan beide eerste delen gemeen zijn.

.../...

Hoofdstuk II.-

De titel zou in overeenstemming moeten worden gebracht met de tekst van het ontwerp van wet houdende uitzonderingsbepalingen betreffende de juridische handelingen en akten die, gedurende de vijandelijke bezetting, werden verricht of opgemaakt in de door geweld aan de Duitse wetgeving onderworpen Belgische grondgebieden (Doc., Senaat, zitting 1948-1949 nr 240).

Derhalve is de Raad van State van mening dat dit hoofdstuk de volgende titel zou moeten krijgen :

" Bepalingen alleen geldig voor de gebieden met geweld aan Duitsland onderworpen.".

Artikel 16.-

Dit artikel is overbodig. De annexatie door het Reich in 1940, met minachting van het recht, verwezenlijkt, was immers slechts een feitelijkheid en kan voor het Belgisch noch voor het internationaal recht enig juridisch gevolg hebben gehad. Bovendien oordeelt de Raad van State dat uit de tekst, in zijn huidige redactie, kan worden opgemaakt dat sommige ingezetenen der met geweld onderworpen gebieden zouden kunnen worden beschouwd als hebbende daardoor de Duitse nationaliteit verkregen, wat onjuist is.

.../...

Artikel 19.

Men voege artikel 19 en het gedeelte van artikel 1 waarin over de liquidatie wordt gesproken, op zodanige wijze samen, dat de ganse stof in hoofdstuk III wordt behandeld.

De Raad van State stelt voor, dit artikel 19 als volgt te doen luiden :

" Artikel 19.

De krachtens de besluitwet van 23 Augustus 1944 en deze wet onder sequester geplaatste goederen, rechten en belangen worden door de Dienst van het Sequester geliquideerd.

De netto-opbrengst van de liquidatie wordt in d Schatkist gestort." .

Artikel 20.

In dit artikel zou de grondslag der afneming van 10 t.h. voor algemene kosten nader moeten worden bepaald. Geschiedt ze op de bruto-opbrengst, zoals de plaats welke dit artikel in het ontwerp inneemt schijnt aan te tonen, dan moet zulks worden gezegd.

Zijn die 10 t.h. van de opbrengst der liquidatie bestemd om de algemene bestuurskosten te dekken, m. a.w. de kosten die worden betaald voor de gezamenlijke sequesters zonder dat een indeling er van mogelijk is, dan kan het vervolg van artikel 20 niets anders geven dan een voorbeeld van een handeling welke door die afneming niet is gedekt.

Rekening houdend met deze twee opmerkingen, stelt de Raad van State, voor artikel 20, de hiernavolgende tekst voor :

./.

" Artikel 20.

Op de bruto-opbrengst van de liquidatie der goederen onder sequester, neemt de dienst 10 t.h. voor algemene kosten af.

Deze afneming dient niet tot dekking van de aan ieder vermogen eigen bestuurs- en liquidatiekosten. Deze zijn ten laste van die vermogens. " .

Artikel 21.

Dit artikel onderzoekt het geval waarin de Staat de bedoeling heeft een goed onder sequester aan te kopen en richt daartoe een procedure tot vaststelling van de prijs in.

De Raad van State oordeelt dat deze procedure nader zou moeten worden toegelicht ten einde de aard er van, en met name het in het derde lid onderstreepte contentieus karakter, met juistheid te kennen.

Men zou onder meer nader moeten bepalen wie de zaal bij de voorzitter der rechtbank aanhangig maakt en welke de draagwijdte is van de woorden "zetelend zoals in kort geding " .

Voor de Raad van State is het de vraag of een procedure tot homologatie van de overeenkomst van partijen betreffende de prijs, alsmede een procedure tot vaststelling van de prijs door de Voorzitter der rechtbank in geval partijen daaromtrent niet akkoord zijn, niet beter zouden stroken met de bedoelingen van de regering.

Artikel 22.

Artikel 22 handelt over de uitbetaling der schuldeisers. Uit de tekst blijkt dat niet alle schuldeisers het voordeel kunnen genieten van de bepalingen van dit artikel.

./.

De Raad van State stelt voor, het laatste lid van dit artikel klaarheidshalve als volgt te stellen :

" Hebben alleen het voordeel van het bepaalde in dit artikel :

1° de schuldeisers van Belgische nationaliteit;

2° de geallieerde of neutrale schuldeisers, voor zover in hun wetgeving analoge bepalingen ten voordele van de Belgen bestaan.

Indien echter een schuldeiser die,als Belg of als onderhorige van een geallieerd of neutraal land, de bepalingen van dit artikel inroept, op om het even welk ogenblik van zijn bestaan de Duitse nationaliteit heeft bezeten, is hij overeenkomstig artikel 2 gehouden het bewijs te leveren van de afstand dezer nationaliteit, met voorbehoud van de uitzonderingen bepaald in de artikelen 3, 5, 6, 7 en 8." .

De formule "verdeling van het actief", in het derde lid van dit artikel, strookt niet altijd met de werkelijkheid; de Raad van State stelt de volgende redactie voor :

" De schuldeisers wier schuldvorderingen zijn aangenomen, worden met inachtneming van ieders rangorde en voorrechten uitbetaald." .

Artikel 23.

Dit artikel heeft betrekking op de nadelige sequesters. Voor het geval dat de persoon met goed onder sequester geen handelaar is,voorziet het in de aanstelling van een voorlopige bewindvoerder, hetgeen onderstelt dat met het beheer wordt doorgegaan.

./.

De Raad van State stelt voor, het woord "bewindvoerder" te vervangen door "vereffenaar", een benaming die beter aan de aard van de opdracht beantwoordt.

Het artikel zegt niet duidelijk welke rechtbank bevoegd is om die aanstelling te doen; het is moeilijk er uit op te maken, in welke gevallen het artikel de voorzitter van de rechtbank van Brussel wil bevoegd verklaren.

Dit artikel 23 is onvolledig : nergens wordt bepaald hoe de liquidatie moet geschieden en afgesloten worden.

Het tweede gedeelte van genoemd artikel bepaalt ook dat, wanneer de persoon met goed onder sequester een in België gevestigde handelaar was, de wet op het faillissement toepasselijk is; het zegt evenwel niet of het die wet in haar geheel van toepassing wil verklaren. Is zulks de bedoeling, dan wordt het vierde lid overbodig.

Voor de Raad van State is het trouwens de vraag, in hoever uiteenlopende rechtsplegingen moeten worden aangewend naargelang de persoon met goed onder sequester al dan niet handelaar was. De mogelijkheid kan bestaan dat een onderneming onder sequester ophoudt te betalen, maar dat geen vonnis tot faillietverklaring wordt uitgesproken omdat het crediet van die onderneming niet aan het wankelen is gebracht; de Dienst van het Sequester kan de rechtbank van eerste aanleg geen vereffenaar doen aanstellen.

Artikel 24.

Uit dit artikel blijkt dat niet alle aandeelhouders en belanghebbenden het voordeel dezer bepalingen kunnen genieten. Duidelijkheidshalve stelt de Raad van

./.

State voor, de tweede volzin van het tweede lid en het derde lid als volgt te doen luiden :

" Hebben het voordeel van het bepaalde in dit artikel :

1° de aandeelhouders en belanghebbenden van Belgische nationaliteit;

2° de geallieerde of neutrale aandeelhouders en belanghebbenden, voor zover in hun wetgeving analoge bepalingen ten voordele van de Belgen bestaan.

Indien echter een aandeelhouder of een belanghebbende die, als Belg of als onderhorige van een geallieerd of neutraal land, de bepalingen van dit artikel inroept, op om het even welk ogenblik van zijn bestaan de Duitse nationaliteit heeft bezeten, is hij overeenkomstig artikel 2 gehouden het bewijs te leveren van de afstand dezer nationaliteit, behalve indien de belangen in die vennootschappen, verenigingen of filialen van het sequester zijn vrijgesteld krachtens het bepaalde in de artikelen 3, 5, 6, 7 en 8, 2°. ".

Artikel 25.

Dit artikel heeft betrekking op de verschillende rechtsvorderingen waartoe het onder sequester plaatsen aanleiding geeft : alleen artikel 3 van de besluitwet van 23 Augustus 1944 moet worden vermeld.

Ten aanzien van de rechtsvorderingen tot handlichting of tot teruggave van de goederen onder sequester, welke de dienst zich na het inwerkingtreden van deze wet zal hebben toegeëigend, zou moeten gezegd worden wat de in het Staatsblad op te nemen bekendmaking moet inhouden.

./.

In het geval bedoeld in artikel 7, tweede lid, gaat het noch om een rechtsvordering tot handlichting, noch om een rechtsvordering tot teruggave ; het artikel zou dienovereenkomstig moeten geredigeerd worden.

Artikel 26.

Het eerste lid van dit artikel handelt ten onrechte over de schorsing der procedure. In werkelijkheid is het een kwestie van ontvankelijkheid. Men vervange de woorden "wordt geschorst" door "kan niet worden ontvangen".

Het laatste lid van dit artikel moet gewijzigd worden overeenkomstig de opmerkingen bij artikel 23 gemaakt.

Artikel 27.

Niet op grond van een beslissing van de Dienst van het Sequester, doch krachtens de wet worden de Duitse goederen geliquideerd. Wat voorgeschreven moet worden, is dus de bekendmaking, niet van een zodanige beslissing, maar wel van een bericht waarbij de dienst het publiek ter kennis brengt dat men tot die liquidatie zal overgaan.

Artikel 28.

Dit artikel stelt een bijzondere straf op niet-aangifte van sommige rechten van nijverheidseigendommen.

Het zou moeten ingevoegd worden na artikel 31 waarin strafrechtelijke sancties worden gesteld op alle gevallen van niet-aangifte.

Volgens de economie van het ontwerp, kan die bepaling alleen slaan op het recht tot exploitatie van een Duits octrooi, een Duits merk of een Duitse nijverheidstekening of dito model, die krachtens de besluit-

./.

wet van 23 Augustus 1944 en krachtens het ontwerp onder sequester werden geplaatst. Men zou deze bepaling op zodanige wijze moeten formuleren dat een Belg, die zulk een exploitatierecht tussen 24 Januari 1946 en de datum van inwerkingtreden van onderhavige wet heeft verkregen, niet het gevaar loopt mede vervallen te worden verklaard indien hij de bij dit artikel voorgeschreven aangifte niet doet.

In de memorie van toelichting schijnt het voorwerp van dit artikel niet duidelijk naar voor te treden

Artikel 29.

Dit artikel zou eveneens na artikel 31 moeten komen te staan, aangezien het een bij dit laatste vastgestelde termijn verlengt.

Artikel 30.

De Raad van State adviseert dat het voorwerp van dit artikel opnieuw zou worden onderzocht. Het is moeilijk aan te nemen, dat een wet alleen toepassing kan vinden voor zover zij niet in strijd is met internationale accoorden, waarmede de Kamers hun instemming niet hebben betuigd.

Artikel 33.

Ten einde alle moeilijkheden bij de interpretatie te voorkomen, wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te doen luiden :

" Na twee openbare toewijzingszittingen die bij gebreke van voldoende bod vruchteloos zijn gebleven, is de dienst gemachtigd het goed uit de hand te verkopen volgens de voorwaarden en modaliteiten door zijn raad van beheer bepaald." .

./.

Artikel 34.

Het ontwerp wil zich naar alle schijn bedienen van de rechtspleging inzake domeinen.

Dit zou dan nog uitdrukkelijk moeten gezegd worde daarbij zou de rechtspleging, met name alles wat op het verzet betrekking heeft, op explicieter wijze moe ten worden uiteengezet.

Het is een zonderlinge opvatting aan de voorzitter van de dienst de bevoegdheid te verlenen om het dwangschrift uit te vaardigen, terwijl die voorzitter geen ambtenaar is die rechtstreeks van de uitvoerende macht afhangt.

Ten slotte schijnt het toekennen van bevoegdheid aan de voorzitter van de Rechtbank te Brussel om de dwangschriften uitvoerbaar te verklaren, er op te wijzen dat alleen hij bevoegd zal zijn om ook van alle verzet kennis te nemen.

De Raad van State is van oordeel, dat de rechtbank van de plaats waar het goed gelegen is daartoe beter is aangewezen.

Artikel 35.

Er is geen reden om artikel 2 van de besluitwet van 23 Augustus 1944, dat buiten werking is getreden, op te heffen.

Artikel 38.

Dit artikel bepaalt welke bestemming zal gegeven worden aan de 10 t.h. voorafgenomen krachtens artikel 20 (het ontwerp zegt bij vergissing artikel 19). Daar het aan artikel 20 niets toevoegt, is het overbodig. De Raad van State stelt voor het te schrappen.

Artikel 39.

Dit artikel verwijst bij vergissing naar de "Inspectie van Begroting" in plaats van naar de "Inspectie der Financiën".

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : De Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	D. DECLEIRE, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	P. COART-FRESART, P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de la Justice.
van Justitie.

Le 1950.

De 1950.

Pour le greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

Voor de griffier van de Raad van State,
De Adjunct-griffier,

J. CYPRES.